

FASCISME ET CLÉRICALISME

Luigi FABBRI

1934

d'après l'ouvrage "*La Lutte humaine*" de Gaetano MANFREDONIA,

dans la partie: "*L'Agonie d'une civilisation*",

aux *Éditions du Monde libertaire*

1994

Le texte que nous présentons ici est tiré d'un manuscrit en italien, déposé à l'I.I.H.S., intitulé «Fascisme et cléricalisme» et daté de septembre 1934. Ce travail constitue une version abrégée et légèrement modifiée d'un autre travail de Fabbri, appelé «Cléricalisme et fascisme». Dans sa nouvelle mouture, Fabbri supprime un certain nombre de longueurs et de répétitions qui alourdissaient le texte original. Nous avons, cependant, jugé utile de garder la plupart des développements supprimés par Fabbri, que nous signalons par des crochets. (N.d.E.)

Les vastes champs de la civilisation humaine sont menacés aujourd'hui par une des plus meurtrières tempêtes de l'histoire. Il ne s'agit d'ailleurs plus d'une menace car elle a commencé son œuvre dévastatrice. La crise qui bouleverse le monde dans les domaines de l'économie, de la politique et de la morale amoncelle des nuages toujours plus noirs et denses sur les peuples. Elle pourrait hâter la fin des injustices sociales dont elle est le produit, mais les forces de conservation et de réaction - toujours plus fortes dans le monde - cherchent à la surmonter en redoublant les injustices et en faisant porter tout son poids à la classe travailleuse et opprimée.

Aujourd'hui le fascisme est l'instrument grâce auquel les classes privilégiées par le pouvoir et la richesse essaient, pour se sauver, d'annihiler toutes les conquêtes civiles et populaires réalisées par les révolutions intellectuelles et politiques de l'humanité au cours des deux derniers siècles, et même plus anciennes.

Et pourtant, il ne s'agit pas d'un phénomène soudain et isolé, voulu par une méchante divinité ou sorti comme par enchantement d'un enfer mystérieux. L'enfer qui l'a vomi nous le connaissons depuis un bon moment, comme le connaissent bien les travailleurs qui subissent depuis toujours les souffrances de l'oppression et de la misère: c'est l'enfer de la tyrannie bourgeoise qui a déchaîné sur l'humanité le fléau de la guerre dont le fascisme est issu.

Ce qu'est le fascisme, l'histoire des derniers dix ou quinze ans en Italie, en Allemagne, en Hongrie, dans plusieurs pays balkaniques et ailleurs, nous le montre abondamment. L'Espagne en fit un essai avec la dictature de Primo de Rivera ainsi que la république Argentine au temps d'Uriburu. Les dictatures larvées qui pèsent sur la majeure partie de l'Amérique latine - et même dans d'autres pays qui gardent encore quelque apparence de démocratie - en sont les prémisses les plus symptomatiques.

Le fascisme est, tout d'abord, l'assassinat de la liberté, la suppression par tout moyen, légal ou illégal, de toutes les libertés du citoyen et du travailleur - si maigres pourtant -, résultat des révolutions nationales

du siècle passé et des mouvements insurrectionnels que la classe ouvrière et les peuples ont poursuivis jusqu'à nos jours. Toute liberté de presse, d'organisation, de réunion, de parole et de grève - même conçue de la manière la plus restrictive - est complètement abolie.

Le fascisme ne consent même pas ce minimum de liberté de conscience - respectée par les gouvernements absolus de jadis - consistant à pouvoir se taire, à s'abstenir d'adhérer au parti dominant et à se renfermer en soi-même pour penser avec sa tête. La coercition liberticide oblige à exprimer ouvertement les opinions voulues par l'État. Ce dernier, pour exercer sa domination, soustrait les enfants à l'influence des parents, pénètre dans l'école, dans la famille, dans les usines, partout, et les plie tous à son vouloir sous peine d'ostracisme ou de mourir de faim. Celui qui ne se plie pas ostensiblement ne peut pas se sauver, même par le silence. La suspicion le met hors la loi, l'expose à l'arbitraire de la police, le place en condition d'infériorité face à tous les autres citoyens, l'exclut du travail ou le cantonne dans des places subordonnées, lui ferme les études et les professions libérales. La vie devient impossible pour ceux qui pensent différemment des chefs, sauf à condition de simuler et de perdre ainsi sa dignité.

Politiquement le fascisme est l'assujettissement absolu de la collectivité et de tout individu pris séparément - sans discussions et sans réserves, comme s'il s'agissait d'une matière inerte et malléable - au pouvoir de l'État; c'est-à-dire l'assujettissement à la volonté de qui est maître du gouvernement, dans la mesure où il dispose de la force matérielle de l'armée, de la police et des milices mercenaires.

Une fois toutes les forces sociales concentrées dans l'État, le peuple devient une expression vide de contenu et l'individu n'est rien. L'État dispose de la collectivité soumise et des individus comme de sa propriété dont il fait ce qu'il veut, sans freins ni limites, tel un patron d'esclaves de l'Antiquité. L'État se place au-delà du bien et du mal. La sombre raison d'État, avec son argument suprême de l'intérêt de la nation - qui n'est en réalité rien d'autre que l'intérêt des maîtres voulant rester au pouvoir coûte que coûte -, prévaut sur toutes les autres raisons, même les plus sacrées. Elle permet de tout justifier: le mensonge, l'infamie, le vol, l'assassinat, les carnages.

Du point de vue économique, le fascisme correspond à la phase ploutocratique du capitalisme. Le développement énorme des systèmes mécaniques de production d'un côté, et la conscience de classe croissante du prolétariat de l'autre, ainsi que la concentration colossale des fortunes au sein d'organismes financiers et industriels toujours plus puissants, fait renier au capitalisme le libéralisme politique et économique de ses origines. Le capitalisme tend à substituer au libre échange un système de production organisé et régi par de véritables dictatures économiques, afin de pouvoir accroître ses profits et ne pas être emporté par la crise toujours plus pressante de la production et des marchés.

Les capitalistes se coalisent sous la direction de puissants groupes financiers qui ont besoin d'avoir les mains libres tant pour exploiter le travail des masses travailleuses que pour rançonner les consommateurs. Dans de telles conditions les démocraties constitutionnelles, qui étaient jusqu'à hier des instruments commodes, sont devenues aujourd'hui une gêne pour le capitalisme. Celui-ci cherche donc à s'en débarrasser en favorisant l'émergence d'États absolus ou dictatoriaux (fascistes) qui, contrôlés et dominés par la puissance de l'argent, peuvent mieux répondre à ces nouvelles nécessités.

Quelle est la place occupée par le cléricanisme - force traditionnelle pluriséculaire - vis-à-vis du fascisme, force relativement récente dans l'histoire? C'est du cléricanisme catholique que nous parlons, celui que nous connaissons le mieux, qui nous touche davantage et qui incarne d'ailleurs le cléricanisme typique: l'organisation la plus parfaite de l'exploitation religieuse. En tant qu'élément de conservation et de régression, le catholicisme possède une force économique et politique de tout premier ordre qu'elle tire de l'appui des classes privilégiées, intéressées à maintenir le peuple résigné. Mais ce n'est pas tout. Grâce à une exploitation très savante de la crédulité humaine - qui en fait une des boutiques les plus rentables - et à l'organisation, toujours plus perfectionnée au cours des siècles, de ses milices en soutane noire, l'Église catholique possède aussi l'avantage d'être une grande force morale. Force qui ne se détruit pas par des moyens violents, qu'ils soient ceux d'une révolution populaire ou bien d'un coup d'État militaire.

Le renversement de la puissance ecclésiastique est dans l'intérêt de la civilisation humaine, du triomphe réel et durable de la liberté et de la justice sociale. Mais il est inutile de s'imaginer pouvoir la désarmer par des coups de force ou des mesures violentes. Ceux-ci, au contraire, risqueraient d'accroître sa puissance morale. La force matérielle sera en mesure d'exproprier l'Église de ses richesses et de renverser ses positions politiques (il s'agit là bien évidemment d'une des tâches immédiates de la révolution) mais la victoire morale ne viendra qu'ultérieurement. Elle sera obtenue par l'école, l'éducation et la science, au moyen de la

force morale de la persuasion changeant les sentiments et les idées dans les cœurs et les cerveaux. Chose impossible aussi longtemps que les malheureuses masses humaines gémiront sous le poids de tant de souffrances et de tourments produits par la misère, l'injustice, l'ignorance et l'asservissement le plus avilissant, sous le joug des riches et des puissants.

L'Église a bien conscience de tout cela. Elle utilise donc toutes ses ressources pour entraver tout progrès vers l'émancipation et la liberté. Et, quand une évolution s'opère malgré ses efforts contraires, elle cherche à l'étouffer ou à la récupérer pour s'en servir le mieux possible afin de retarder ou d'empêcher les progrès ultérieurs. Toujours prête, toujours armée, dès que l'occasion se présente, dès qu'elle peut le faire sans trop de danger, elle cherche à porter atteinte aux conquêtes libératrices déjà obtenues pour les détruire le plus possible.

Cela explique pourquoi l'Église est l'alliée naturelle de tous les mouvements antilibéraux et de tous les gouvernements rétrogrades, conservateurs ou réactionnaires, qui œuvrent pour la suppression de la liberté même si ceux-ci sont animés par des tendances opposées aux principes fondamentaux de la religion.

L'Église est l'ennemie traditionnelle de la liberté sous toutes ses formes y compris celles anodines et partielles, restées l'apanage des classes les plus fortunées, dont la bourgeoisie du siècle dernier s'était faite le porte-parole. Mais elle craint encore davantage la liberté intégrale pour tous qui découlerait de la fin du privilège économique et de toute oppression politique visée par le mouvement prolétarien et révolutionnaire moderne. Ce mouvement surtout la remplit d'effroi. En faisant abstraction des principes éthiques, l'Église sent que la religion - instrument de pouvoir - vaut surtout en tant que chaîne spirituelle pour les peuples, en tant qu'«*opium des pauvres*». Elle sent que l'émancipation des masses de la misère et de toute autre forme d'esclavage, que le bien-être, la culture et la liberté assurés à tous, la viderait de toute force et marquerait la fin de son influence morale dans le monde.

Quand tant de causes de souffrances auront été éliminées, la fonction des prêtres de consoler les malheureux perdra une grande partie de sa raison d'être. De même en assurant à tous le droit à l'existence et à la satisfaction des besoins, il n'y aura plus de place pour le prédicateur et la charité. La généralisation de la culture diminuera la crédulité humaine. Et même si le sentiment religieux persistait - comme il est probable - dans les esprits les plus mystiques et assoiffés d'infini, cette religiosité chercherait son assouvissement dans des conceptions plus élevées que les grossiers et innombrables dogmes ecclésiastiques. De toute façon, elle ne sortirait pas du domaine de la conscience spirituelle. L'Église cesserait d'exister par mort naturelle.

C'est cette mort que craint l'Église. Et c'est avant tout par esprit de conservation qu'elle combat toute idée et toute réalisation de liberté et de justice sociale. Elle se rend complice de toutes les forces de réaction du capitalisme et de l'État qui, aujourd'hui plus que jamais, s'efforcent de consolider leur domination et de perpétuer leur régime d'exploitation et d'oppression. En outre l'Église est aussi portée à s'allier avec tous ceux qui défendent et exaltent le principe d'autorité parce que cela est conforme à ses principes fondamentaux d'autoritarisme et de hiérarchie issus de sa conception d'un Dieu autorité suprême et absolue du monde.

Il ne faut donc pas s'étonner si le cléricisme n'éprouve aucune répugnance à s'aligner à côté du fascisme dans la lutte contre la liberté. Bien que de nombreux comportements fascistes semblent opposés à plusieurs des principes éthiques affirmés par le catholicisme, en pratique lui aussi pousse à l'extrême la réalisation du principe d'autorité.

[[[En Italie tout cela s'est déjà produit. Le pape, par son approbation, a consacré le régime fasciste et a appelé Mussolini «*l'homme de la Providence*». Ses diplomates à l'étranger appuient la politique de l'État italien fasciste. À l'intérieur du pays, ses prêtres inculquent chez les fidèles catholiques l'obéissance et la dévotion au gouvernement des *Chemises noires* non seulement dans les journaux du parti ou dans leurs réunions, mais aussi du haut de leur chaire et de l'autel. Le fascisme de temps en temps met en scène des farces électorales - à destination de l'étranger ainsi que de la partie la plus inconsciente du peuple italien - pour donner l'impression de posséder un consensus populaire qu'il sait ne pas avoir. A ces occasions, prêtres, bonnes sœurs et moines, évêques et cardinaux, se transforment en agents électoraux du fascisme.]]]

[[[Dans les coulisses, le général des jésuites - le «*pape noir*» - est un des principaux inspirateurs et coordinateurs de la politique étatique fasciste. Les religieux qui se font les instruments des basses œuvres de la police en persécutant les adversaires du régime - même catholiques — ne manquent pas non plus. Il n'y a pas si longtemps, un moine - amateur de philosophie thomiste et directeur à l'université catholique de

Milan - dénonçait aux autorités fascistes des étudiants qui s'étaient permis une attitude peu respectueuse vis-à-vis du parti dominant et provoquait ainsi leur arrestation. Dans les petits bourgs, le curé est le meilleur auxiliaire des carabinieri et du secrétaire local du parti fasciste pour le maintien de l'ordre public; un ordre épouvantable et silencieux qui n'a pas été comparé à tort avec la paix des cimetières.]]]

[[[Il est vrai que l'on n'en est pas arrivé là rapidement ni d'un seul coup. A l'origine, le parti clérical en Italie afficha une certaine hostilité au fascisme, surtout quand celui-ci se présentait comme subversif. Les masses catholiques, en effet - et tout spécialement la paysannerie -, comprirent dès le début que le fascisme était l'ennemi des pauvres gens. Les prêtres des campagnes - plus en contact avec les masses - étaient portés eux aussi à s'opposer au nouveau parti. Dans les centres urbains à dominante prolétarienne, c'était la même chose car il ne fallait pas se laisser arracher par les socialistes les quelques brebis qui restaient encore à l'Église. Et puis les violences fascistes ne faisaient pas de distinction et incendiaient et pillaient les cercles, les imprimeries et les coopératives catholiques comme socialistes, ce qui provoqua une importante opposition des catholiques. Nombreux furent les travailleurs et les organisations catholiques à subir les violences des escouades noires. Ils reçurent les coups de bâton, ils durent boire l'huile de ricin, ils virent leurs maisons dévastées et ils furent aussi sauvagement tués. C'est le cas de Don Minzoni, un prêtre assassiné de la manière la plus barbare.]]]

[[[Le comportement des catholiques n'était pas lié exclusivement aux événements du moment mais avait aussi une signification plus générale. Depuis les dernières années du siècle passé, le régime démocratique semblait s'être consolidé en Italie. L'Église, avec son esprit naturel d'opportunisme et d'adaptation, alla alors à la rencontre des masses. Encouragée par quelque encyclique pontificale, elle déploya le drapeau d'une très modérée démocratie chrétienne. Cela lui permit d'obtenir de nouvelles adhésions, de soutirer des partisans au mouvement socialiste et de se constituer une masse de main-d'œuvre électorale à exploiter lors des élections, soit au profit de ses candidats, soit à celui des conservateurs. Dans l'ambiance enfiévrée de l'après-guerre, cette tendance ne pouvait pas s'estomper car le parti catholique aurait perdu alors tout son troupeau. Ainsi, quand la réaction fasciste commença, les catholiques se trouvèrent, plus ou moins, automatiquement alignés contre elle par opportunisme et à cause de la pression des masses qui à ce moment-là s'agitaient, tout comme la grande majorité du peuple italien.]]]

[[[Mais tout ce qui brille n'est pas toujours de l'or et l'antifascisme catholique n'était pas entièrement sincère, surtout si l'on passait des militants aux dirigeants ou aux politiciens. On savait en outre que le haut clergé, en grande partie, sympathisait ouvertement avec le fascisme et qu'il y avait des prêtres et des moines notoirement fascistes. Dès que la «*marche sur Rome*» eut lieu, l'opportunisme clérical appuya Mussolini à la *Chambre* et fournit au premier gouvernement mussolinien deux ou trois ministres du *Parti populaire*. La participation cessa après quelques mois et l'opposition au fascisme reprit et s'accrut au lendemain de l'assassinat de Matteotti. Mais cette opposition était le fait de peu de personnes, surtout des journalistes, des activistes et des députés, tous laïques. L'Église et les prêtres ne se montrèrent pas (1): soit ils se taisaient, soit, toujours plus nombreux, ils se prononçaient pour le nouveau régime. Parfois, à l'occasion de quelque massacre fasciste plus violent ou sanglant - surtout s'il était dirigé contre des éléments et des institutions catholiques -, des prélats, des cardinaux, voire le pape une ou deux fois, osaient prononcer «*en passant*» quelque mot de protestation pleine d'égards ou de prudente condamnation indirecte; mais ils n'insistaient pas... Pendant ce temps des négociations secrètes entre le gouvernement fasciste et le Vatican avaient lieu. Il y eut des échanges vivaces de propos et des polémiques entre les journaux du pape et ceux du fascisme. Ce ne fut qu'après coup que l'on comprit qu'il s'agissait seulement de piques lancées pour faire pression sur les pourparlers en cours. Puis un beau jour la nouvelle éclata: l'Église catholique et la monarchie fasciste étaient arrivées à un accord. La paix entre les deux pouvoirs était faite au détriment du peuple italien blessé dans ses traditions historiques, condamné à payer par le biais du trésor public quelques milliards au pape, assujéti à nouveau - comme avant 1860 - à la tutelle ecclésiastique, bâillonné encore davantage dans sa vie intellectuelle et culturelle. Jusque-là certaines libertés de pensée, d'expression, dans la recherche, à l'école et sur des questions ne concernant pas directement le gouvernement ou le parti dominant, avaient pu se maintenir; mais, à partir de ce moment, une autre fenêtre se referma sur la prison italienne. Le clergé qui, tout en s'alignant petit à petit sur le fascisme, se tenait encore sur ses réserves ou restait jusqu'à un certain

(1) A ma connaissance, le seul prêtre qui assumait une ligne de conduite ouvertement antifasciste fut Don Sturzo. l'ex-organisateur du *Parti populaire* actuellement émigré à l'étranger.

(2) De temps en temps, il y a eu et on assiste encore à quelques gestes isolés d'indépendance ou de résistance passive; gestes qui, parfois, offrent l'occasion de polémiques journalistiques ou d'actes de répression de la part de la police fasciste. Mais il s'agit d'exceptions très rares, qui ne sont pas approuvées par le Vatican et à caractère plutôt nationaliste qu'antifasciste, dues presque exclusivement à des religieux des minorités slaves ou allemandes opprimées par l'État italien.

point à l'écart, commença à graviter en bloc autour du régime (2). Le peuple italien, qui avait déjà pour lui attacher le bras et lui couper la parole la police secrète et celle officielle de l'État (les carabinieri du roi et les chemises noires du Duce), se vit alors étouffé et espionné aussi par l'armée de l'Église. Le cléricalisme venait d'ajouter un dernier maillon à la longue chaîne de l'esclavage.]]]

Les rapports entre fascisme et cléricalisme ne sont pas différents dans les autres pays. Ils peuvent même être plus étroits qu'en Italie car ailleurs on ne retrouve pas les mêmes conditions historiques et politiques. L'État italien, comme on le sait, était considéré depuis 1870 par le Vatican comme l'usurpateur des droits de la papauté sur Rome et il était donc confronté à l'hostilité plus ou moins ouverte de la part des prêtres et des catholiques militants.

De tels arguments ou prétextes font défaut dans les autres États où le cléricalisme fait toujours, ouvertement et sans réserves, cause commune avec les gouvernements conservateurs et réactionnaires... Dans ces pays, les prêtres n'ont besoin d'aucun «*concordat*» pour s'allier aux fascistes dans l'œuvre liberticide de persécution et de répression contre tous les mouvements prolétariens, socialistes, anarchistes, communistes et révolutionnaires, voire simplement démocratiques et libéraux.

Bien au contraire, les buts immédiats poursuivis et l'existence d'adversaires communs à affronter déterminent la convergence des deux forces réactionnaires. Partout, en France comme en Espagne, en Belgique comme en Suisse, la presse catholique appuie le fascisme avec bien plus d'ardeur qu'en Italie avant 1930. Cela se produit même dans la République argentine où catholiques et conservateurs ont hâte d'en finir avec une Constitution jugée trop libérale - impunément violée par les pouvoirs publics -, héritage des révolutions pour l'indépendance sud-américaine d'il y a plus d'un siècle.

Les sympathies cléricales pour le fascisme - il est bon de le préciser n'ont rien à voir avec le christianisme, dont d'ailleurs le catholicisme lui-même est une dégénérescence. La religion conçue comme une attitude purement spirituelle, la foi sincère dans une vie dans l'au-delà, dans la bonté divine et la croyance en tant d'autres mystères plus ou moins absurdes n'ont aucun rapport direct avec la pratique criminelle des expéditions punitives fascistes, avec l'incendie des imprimeries et des coopératives, avec l'assassinat des leaders et des propagandistes ouvriers, socialistes ou anarchistes. Ce sont les cléricaux eux-mêmes qui établissent artificiellement ce lien en mettant la religion au service de la politique.

Si l'on en faisait une question purement doctrinale, on pourrait conclure que le fascisme est fondamentalement antichrétien. S'il faut s'en tenir à ce que disent les journaux, le cynique Hitler, chef du gouvernement et du fascisme allemands, aurait abouti à cette même conclusion. Quand au pape actuel, dans un moment de colère contre Mussolini, qui résistait à ses prétentions hégémoniques en matière d'éducation (comme font les marchands à la foire), il reconnut lui-même, dans l'encyclique du 4 juillet 1931, que l'idéologie fasciste «*débouche sur un véritable culte de l'État païen*» en opposition avec les principes religieux. Les arguments d'ailleurs ne manquent pas, étayés par des faits et des documents authentiques, pour soutenir que le fascisme représente le retour à la barbarie des pires satrapies orientales, de beaucoup antérieures au christianisme.

[[[En réalité nous savons, pour les avoir connus de près en Italie, que les fascistes, ou tout au moins leurs chefs, leaders et représentants, ne croient en rien. Leur seule foi est leur appétit insatiable de richesse et de pouvoir. Nous pourrions aussi citer les théories étatiques officielles du philosophe du fascisme italien Giovanni Gentile, toutes imprégnées d'athéisme, et qui sont aujourd'hui tacitement mises à l'écart pour ne pas contrarier les prêtres. Mais ne perdons pas notre temps. Qu'il nous suffise de rappeler ici le refrain que nous avons entendu chanter si souvent en Italie par les escouades fascistes: « - *Nous sommes des fascistes, - venus de l'enfer, - pour casser les pieds, - même au bon Dieu*».]]]

Les prêtres, cependant, quand ils participent aux luttes sociales et politiques, quand leurs intérêts séculiers de parti ou de caste sont en jeu, «*se lichenent*», exactement comme les fascistes, de la doctrine pure, de l'idéologie, des différences entre paganisme et christianisme, de la philosophie d'Hegel ou de saint Thomas. Certains, du haut de leur chaire de séminaire, dans des livres et des revues, formuleront des réserves théologiques; dans les journaux catholiques on publiera à l'occasion, - pour sauver les apparences -, des articles farcis de *distinguo* jésuitiques, mais cela s'arrêtera là. Que leur importe la théorie hérétique du philosophe Gentile sur la fonction de la religion, si ce même Gentile, ministre fasciste, rend obligatoire le catéchisme dans les écoles et si surtout le fascisme tient éloigné le diable révolutionnaire? Voilà ce qui est important pour les prêtres et qui les pousse à s'aligner sans scrupules, malgré les hérésies et les délits, à côté des fascistes contre le prolétariat désireux de liberté.

La violence la plus féroce du fascisme répugne aux prêtres moins qu'on ne le croit, en dépit de timides protestations, verbales ou écrites, pour satisfaire les sentiments des fidèles sincères. Au fond ils pensent que la violence est vraiment diabolique quand elle se manifeste par la révolte des opprimés ou dans un but libertaire. En revanche, elle leur apparaît comme étant providentielle, un signe de Dieu, quand elle se déchaîne contre les rebelles et le peuple pour la défense des classes et des castes dirigeantes.

Il n'est pas nécessaire d'insister là-dessus. L'histoire du catholicisme depuis Constantin est toute parsemée de massacres et d'échafauds, cela est trop bien connu; les sympathies des cléricaux pour les violences fascistes ne sauraient donc nous étonner. Les massacres collectifs comme ceux des Albigeois, les bûchers des hérétiques comme celui de Giordano Bruno, ne furent certes pas l'expression d'une marque de tolérance et d'humanité de la part des catholiques. Et, même si le fanatisme catholique, par souci hypocrite des apparences, préférerait supprimer ses ennemis au moyen du bras séculier de la loi, il ne se priva pas à l'occasion d'utiliser la violence illégale.

Le massacre de la Saint-Barthélemy, dont le pape de l'époque eût à se féliciter officiellement, pourrait aujourd'hui passer pour une exécution de masse de type fasciste. Quant à la tentative d'assassinat, à Venise en 1607, de Paolo Sarpi - l'illustre historien et juriste qui par la parole et l'écrit soutenait les droits de la *République vénitienne* contre les prétentions du pape -, ne présente-t-elle pas tous les caractères des actuelles expéditions punitives? «*Je reconnais le style de la Curie romaine!*», s'exclama Sarpi en tombant dans une rue de la ville sous le poignard des tueurs à gages du pape. Aujourd'hui on dirait: «*On reconnaît le style fasciste*».

Enfin, depuis que le pape a tendu la main à Mussolini, il est possible que les croyants puissent se tenir sincèrement le raisonnement suivant, que j'ai moi même entendu dans la bouche d'un catholique dont je n'avais aucune raison de douter de la bonne foi: «*Oui, tu as raison, les moyens utilisés par le fascisme sont horribles et nous ne les approuvons point. Mais que pouvons-nous savoir? Les voies du Seigneur sont infinies, et impénétrables ses desseins. Si tout ce qui se produit permet de sauver la société des griffes de Satan, pourquoi ne serait-ce pas légitime?*».

Nous pourrions rétorquer à ceux qui parlent ainsi qu'une religion acceptant les principes du fascisme apporte la preuve qu'elle a perdu tout fondement moral et que ses propres fins sont immorales. Quant à une société qui a besoin de telles finalités pour se sauver, elle ne mérite pas de l'être car ce n'est pas de la société qu'il s'agit mais seulement de sa partie la moins digne: celle qui vit de l'exploitation et de l'oppression du plus grand nombre. Mais comment raisonner avec celui qui, bien que sincère, est aveuglé et rendu sourd aux vérités les plus banales par les bandeaux de la superstition et par un dogme aussi stupide que celui de l'infaillibilité du pape?

Le fascisme représente certainement, ainsi que nous l'avons déjà dit, un grave danger pour la civilisation humaine en général et pour l'émancipation prolétarienne en particulier. Cependant son lien avec le cléricanisme le rend infiniment plus dangereux.

Sans le cléricanisme le fascisme épuiserait vite sa tâche de garde prétorienne de l'autorité de l'État et de défense du privilège économique. C'est-à-dire une tâche toute matérielle et transitoire qui, une fois atteint un point d'équilibre quelconque, serait rendue caduque par les événements. Dès que la crise profonde du monde d'aujourd'hui arriverait à son terme, la sensation de nausée et de répugnance que le fascisme inspire finirait - tôt ou tard - par l'emporter.

Tout comme une épidémie ou un tremblement de terre, il serait condamné à périr victime de sa propre violence. Il pourrait durer bien plus longtemps que nous le souhaiterions mais il s'épuiserait toujours relativement vite. Une période de normalisation ferait suite aux déséquilibres engendrés par le fascisme; et alors le corps social, d'une manière ou d'une autre, s'en débarrasserait.

Le fascisme par contre, en se combinant avec le cléricanisme, acquiert un caractère stable, une assise pour un plus large consensus, une justification religieuse et non seulement matérielle ou politique; bref, une sorte d'attestation de moralité qui le rend tolérable et acceptable aux grandes masses arriérées et inconscientes qui autrement lui resteraient étrangères ou instinctivement hostiles.

Il s'agit bien évidemment d'une fausse attestation pour ceux qui l'examinent à la lumière d'une morale humaine supérieure. Mais qu'importe tout cela au fascisme s'il peut se présenter auprès des personnes les plus crédules revêtu de respectabilité?

Il y a aussi beaucoup de personnes qui comprennent ou devinent le mal du fascisme et qui ne seraient prêtes à l'accepter par soumission à la religion, mais elles n'ont pas envie de lutter. Ces individus sont religieux comme d'autres fument de l'opium, pour calmer les souffrances du moment par une fantasmagorie transcendante, pour supporter les violences et les infamies sociales par la force fictive de l'illusion, pour endormir leur conscience face à l'injustice et vaincre ainsi leur répugnance. Pour s'adapter, ils ne cherchent qu'une excuse, et la religion la leur fournit. Faibles et incapables d'efforts, ces pauvres gens s'accrochent au prétexte qui leur est offert par les curés. Ils n'ont pas envie de discuter et se plient à la tyrannie fasciste au point d'en devenir, peu à peu, un instrument passif; c'est-à-dire un matériel humain docile sur lequel les nouveaux maîtres imprimeront la marque qu'il leur plaira, sans cesser pour autant de les presser jusqu'à la dernière goutte de sueur et de sang.

Le fascisme, malgré ses origines et sa nature matérialiste dans le sens le plus fort du terme, et ses motivations utilitaristes les plus avides et égoïstes, a compris très vite les avantages énormes qu'il pouvait tirer du soutien de la religion. «*La brutalité triomphe difficilement* - faisait observer il y a déjà onze ans Malatesta en étudiant les raisons de la victoire fasciste - *si elle ne réussit pas à obtenir un certain consensus moral*». Et c'est pour obtenir ce consensus et masquer ainsi son immoralité que - sans une ombre de sincérité - le fascisme s'est mis à soutenir la religion, sans autre but que celui d'être à son tour soutenu par les cléricaux.

Au début le fascisme était anticlérical et son prétexte «*moral*» était le patriotisme. Mais ce prétexte ne lui procura plus que de faibles adhésions quand les gens s'aperçurent qu'il n'était pas sincère. Les patriotes véritables ne tardèrent pas à voir dans les fascistes les ennemis de la patrie; dominateurs à l'intérieur du pays, ils marchandèrent ses ressources à l'étranger. C'est alors que le fascisme se convertit à la religion de Dieu. De bas intérêts personnels et rien d'autre! Les choses ainsi ne firent qu'empirer. Certes le vernis religieux peut réussir à couvrir et peut-être à effacer quelques-uns de ses aspects extérieurs les plus répugnants ou bien le rendre plus tolérable à tous ceux qui craignent par-dessus tout sa violence physique. En échange l'oppression fasciste est devenue plus durable pour tous et mille fois plus pénible et étouffante pour les minorités ouvrières et intellectuelles qui ont atteint une plus grande élévation morale.

Ces minorités ne vivent pas que de pain et donc elles ne craignent pas outre mesure la prison, les tortures et la mort. Elles ne sont plus quelque chose de négligeable comme il y a cinquante ou soixante ans. Elles ressentent plus puissamment encore le besoin de vivre librement, en pleine indépendance d'esprit, une vie de pensées, d'études et de beauté artistique et morale. Et c'est à elles que le cléricanisme réserve les coups les plus durs. La violence fasciste, dirigée par les prêtres, envahira les coins les plus reculés de la conscience, rognera les ailes de la science, de la culture, de la littérature, de l'art. Elle limitera le champ de la recherche et des études, interdira la quête du vrai et le culte du beau en fonction de ses a priori dogmatiques et pseudo-moraux. Elle faussera l'histoire et émasculera la poésie. La censure sera appliquée dans tous les domaines de la science. On fermera et on expurgera les bibliothèques et les musées; et sur les places où sous le soleil de la révolution avaient été plantés les arbres de la liberté, les autodafés des livres interdits auront à nouveau cours.

Tout cela se produit déjà en Italie, en Autriche ou en Allemagne.

[[[Si la conscience des peuples n'y apporte pas remède, quelles seront les conséquences, outre celles que nous avons déjà examinées, de la collusion cléricalo-fasciste au détriment de la liberté et des classes travailleuses?]]]

[[[Du point de vue économique, la domination capitaliste - renforcée inévitablement par la crise actuelle supportée par la majorité des producteurs et des consommateurs - deviendra encore plus dure et sans scrupules car concentrée dans une organisation toujours plus unie, anonyme et impersonnelle. Du point de vue politique, nous assisterons, avec la fin de toute forme de démocratie issue de la grande révolution de 1789, au retour de l'État absolutiste et totalitaire; État marqué par l'assujettissement complet de tous à la volonté des gouvernants, capitalistes et militaires, dans toutes les manifestations de la vie individuelle et sociale, depuis la naissance jusqu'à la mort. L'esclavage, en un mot.]]]

[[[Il se peut aussi que le capitalisme et l'État ne fassent plus qu'un, soudés ensemble dans chaque nation par une direction unique, économique et militaire, à la poigne de fer. La tendance du capitalisme à évoluer vers l'étatisation de sa domination, à devenir directement le patron du gouvernement, nous paraît assez évidente dès aujourd'hui. Quelle que soit cependant l'hypothèse retenue, il est possible d'affirmer que le cléricanisme, tout en donnant une plus grande stabilité au fascisme, finira par l'imprégner d'une telle manière qu'il finira par le supplanter lentement et sournoisement.]]]

Mais ce n'est pas pour cela que le fascisme disparaîtra, bien au contraire! En tant que moyen d'oppression et de répression contre-révolutionnaire, il restera tant qu'existeront capitalisme et gouvernements. Cependant, tandis qu'au lendemain de la conquête violente de l'État, c'est le fascisme qui commande et que le cléricisme demeure un allié de second ordre, avec le temps les positions se renversent et le pouvoir effectif passe aux mains des prêtres. En Italie, on voit déjà les choses prendre ce pli. Le fascisme continuera peut-être à donner son nom au régime, mais dans les faits il sera subordonné à l'Église. Il sera l'instrument de son pouvoir temporel retrouvé, son bras séculier, celui-là même à qui l'Église confiait au Moyen Age l'exécution de ses actes de justice. L'Église continuera à se présenter comme la consolatrice des misères humaines dont elle restera une des principales responsables. Il ne s'agira pourtant que de la consolation stérile du prêtre qui accompagne, son crucifix à la main, les condamnés au pied de l'échafaud.

Voilà ce dont le fascisme menace l'humanité avec la complicité du cléricisme. Mais il s'agit d'une menace que les peuples, les classes travailleuses, les hommes à l'esprit indépendant et tous les amis de la liberté et de la justice sociale peuvent esquiver à condition qu'ils le veuillent, en opposant le barrage flamboyant de la révolution. Puisque la seule manière de ne pas reculer est d'aller rapidement de l'avant sur la voie du progrès, face à la funeste menace devenue pressante, la révolution est une nécessité incontournable. Hors d'elle, point de salut.

Que vienne la révolution! Que la décrépète société bourgeoise paie le prix de ses délits. Le capitalisme, cherchant à prolonger son existence avec le délit fasciste et le mensonge clérical, nous apparaît aujourd'hui comme un de ces individus monstrueux sur lesquels circulaient des légendes, jadis, au temps des superstitions. En se sentant proches de la fin, ils suivaient le conseil des sorciers qui leur ordonnaient des bains de sang humain. Le privilège capitaliste et étatique n'agit pas autrement aujourd'hui en se jetant dans les bras du fascisme. Et puisque le bain de sang que ce dernier lui administre ne lui laisse pas prévoir de guérison, il fait appel aussi au prêtre! Ce n'est pas sans raison donc que l'on dit que, si le malade demande le prêtre, sa mort est proche...

Nous n'avons pas de raison de désespérer, il faut pourtant que la volonté de l'homme aide l'œuvre de la nature; que la révolution vienne donc remplir sa tâche afin de hâter l'évolution naturelle, et que l'on en finisse une fois pour toutes.
